



CIAN

Conseil français des investisseurs en Afrique



Rapport 2017

Les entreprises
françaises & l'Afrique

L'industrialisation,
clé du décollage
de l'Afrique

lemoci.com **LE MOCI**

Hors-série - Décembre 2016 - 25 euros

Partout où sûreté et sécurité sont en jeu, nous sommes présents

ESPACE

Optimiser les solutions pour les télécommunications, l'observation de la Terre, la navigation et la science

DÉFENSE

Acquérir et conserver la supériorité décisionnelle et opérationnelle

AÉRONAUTIQUE

Aider nos clients à rendre le transport aérien plus sûr, plus fluide, plus respectueux de l'environnement et plus confortable

SÉCURITÉ

Protéger les gouvernements, les villes, les infrastructures critiques et le cyberspace

TRANSPORT TERRESTRE

Permettre le fonctionnement plus rapide, plus efficace et plus sûr des réseaux

Avec plus de 62 000 collaborateurs, Thales est un groupe international implanté dans 56 pays. Ensemble, nous innovons avec nos clients dans les domaines de l'aéronautique, de l'espace, de la sécurité, du transport terrestre et de la cyber sécurité pour créer des systèmes toujours plus efficaces et protéger les populations, les biens et les données. A chaque instant, partout dans le monde, quand sûreté et sécurité sont en jeu, nous sommes présents.

THALES
Together • Safer • Everywhere

Suivez Thalesgroup



LE MOCI

**Directeur de la publication
et Directeur général**
Vincent Lалу

RÉDACTION

Rédacteur en chef

Christine Gilguy

Conseiller de la rédaction

Georges Rambaldi

Réalisation

Delphine Miot (maquette)

Ont collaboré à ce numéro :

Sandrine Sorieul (CIAN), Thierry Apoteker
(TAC ECONOMICS), Bénédicte Châtel et
Anne Guillaume-Gentil (Commodafrica)

Conception graphique et maquette

amarena/www.amarena.fr

Illustrations

Chantrieux

Impression

Imprimerie de Champagne

Directrice associée

Saskia Paulmier

Conseiller du Président

Philippe Chebance

Fabrication

Robin Loison

Commission paritaire.

Publication n° 0916 T 81051

ÉDITEUR Sedec SA

29, rue de Clichy, 75009 Paris

Téléphone : 01 53 80 74 00

www.lemoci.com

Encart broché Orange entre les pages 34 et 35.

Encart broché Haropa entre les pages 66 et 67.

Encart broché Lazareff entre les pages 98 et 99.

**CONSEIL FRANÇAIS
DES INVESTISSEURS EN AFRIQUE**



C I A N

Conseil français des investisseurs en Afrique

45, rue de la Chaussée d'Antin

75009 Paris

Tél. : +33 (0)1 45 62 55 76

Email : contact@cian.asso.fr

Site : www.cian-afrique.org

Fondateur du rapport

Jean-Pierre Prouteau t

Comité de rédaction

Sandrine Sorieul

Stephen Decam

Etienne Giros

Copyright : toute reproduction, même partielle, des textes et documents parus dans le présent numéro est soumise à l'autorisation préalable de la rédaction.

« Made in Africa » De la rente à la création de valeur **5**

Alexandre Vilgrain, Président du CIAN

Les faits marquants de 2016 **6**

Focus investissement 2016 **8**

L'investissement industriel en Afrique : retard et rattrapage

Commerce France-Afrique **12**

Impacté par les prix

Dossier : l'industrialisation, clef du décollage de l'Afrique **14**

Entretien avec Karim El Aynaoui **16**

Entretien avec Carol Newman **18**

L'agro-industrie, le socle **22**

Des opportunités croissantes dans l'agroalimentaire **22**

Entretien avec Pierre Ricau **24**

L'Afrique, nouvel eldorado des groupes laitiers européens **26**

Trois questions à Pierre Armangau **28**

La florissante industrie de la baguette, corollaire
du développement de la meunerie **30**

Les brasseries jouent local **32**

Les biens industriels, l'avenir **34**

Rouler africain **34**

Construire africain, le retour des savoir-faire traditionnels **35**

Métaux et mines « Made in Mozambique » vs. « Out of Guinea » **36**

Textile : de l'industrie à la matière première en Éthiopie **38**

Analyse économique par zone et par pays **40**

Les résultats 2016 de l'enquête CIAN **40**

Afrique du Nord **52**

Afrique de l'Ouest **64**

Afrique Centrale **88**

Afrique Australe, Orientale et océan Indien **104**

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2016 DU CIAN

Les actions et les projets du CIAN

L'international avec la CCI Paris Ile-de-France

Le commerce international est semé d'embûches,
les règles de l'exportation sont complexes,
pourtant votre développement passe par l'international.
Alors n'hésitez pas !



PARTEZ ACCOMPAGNÉ

- › Conception et validation du projet
- › Vérification de sa faisabilité

MAÎTRISEZ L'INFORMATION

- › Potentiel économique d'un marché
- › Aides financières, réglementation

IDENTIFIEZ ET RENCONTREZ DES PROSPECTS

- › Réseaux professionnels par pays ou secteur

ORGANISEZ VOTRE IMPLANTATION À L'ÉTRANGER

- › Mise à disposition de collaborateurs, d'espaces
et de postes de travail
- › Recrutement, encadrement, coaching de personnel

SIMPLIFIEZ VOS FORMALITÉS

- › Formalités douanières en lignes : simples, rapides, peu onéreuses
- › Certificat d'origine communautaire, carnet ATA,
légalisation de signature...

FORMEZ VOS COLLABORATEURS

- › Catalogue de formations courtes
- › Solutions sur mesure, training

**La Chambre de commerce et d'industrie de région
Paris Ile-de-France vous guidera à toutes les étapes de votre projet.**

international.cci-paris-idf.fr

0 820 012 112

Service 0,12 €/min
+ prix appel



« Made in Africa »

De la rente à la création de valeur

Tout le monde se félicite, à juste titre, du taux de croissance enregistré par l'Afrique durant la décennie 2000/2010 : + 5,8 % par an en moyenne ! Tout à la fois cause et conséquence, cette croissance a conduit le continent à l'émergence, à l'ouverture vers l'extérieur, aux progrès de la digitalisation, et surtout à une confiance en soi renforcée.

Et pourtant le tableau n'est pas si rose. En effet, si personne n'en conteste la réalité, il faut bien admettre que cette croissance présente deux particularités qui en affaiblissent la portée.

D'abord, elle est peu créatrice d'emplois : en effet, elle a largement été provoquée par la hausse des prix des matières premières qui ont mécaniquement apporté des points de croissance, et par le besoin de la Chine d'accéder aux ressources naturelles africaines, ce qui a probablement justifié un tiers du taux de croissance (2 %). Conséquence : malgré cette croissance brillante, la création d'emplois en Afrique est loin de satisfaire les 12 millions de jeunes qui arrivent chaque année sur le marché du travail.

Ensuite, cette croissance est inégalement répartie entre les différentes couches de la population. Certes, une classe moyenne importante a émergé, et la proportion des pauvres est passée selon la Banque Mondiale en dessous de 50 % durant la décennie. Mais cette répartition trop inégalitaire et la démographie ont conduit à un accroissement du nombre de pauvres en valeur absolue, qui a augmenté de 450 à 500 millions de personnes.

Voilà pourquoi l'émergence d'un secteur secondaire puissant, la transformation sur place des matières premières, la création de valeur ajoutée, et la multiplication de nouvelles entreprises – de taille moyenne et créées par les Africains eux-mêmes – est une absolue nécessité. Création d'emplois, perspective pour la jeunesse, effet d'entraînement, grignotage de l'informel, voilà ce qu'apporterait une telle révolution industrielle et entrepreneuriale.

Ce programme fait à peu près consensus. Alors que faut-il pour le transformer en réalité ? Le diagnostic est connu mais difficile à mettre en œuvre : l'amélioration de l'état de droit, un climat favorable aux entreprises, un véritable bond en avant des infrastructures, et enfin un système éducatif tourné vers les besoins de l'économie. Tout cela avec un seul but : rendre l'Afrique compétitive au sein de la mondialisation. Pour le reste, tout est là : le désir d'entreprendre, la compétence des Africain(e)s, leur envie de créer, l'ouverture aux nouvelles technologies. Mais sans un environnement favorable à la compétitivité, que peuvent-ils faire ?

C'est notre devoir collectif de nous concentrer sur cet enjeu.

Alexandre Vilgrain, Président

Janvier

- Le phénomène climatique El Niño impacte gravement l'Afrique australe et de l'Est.
- Les cours du pétrole sont à environ 30 dollars (USD), en baisse de 30 % par rapport à janvier 2015, leur plus faible niveau depuis décembre 2004.
- L'OMS annonce la fin de l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest.

Février

- Le président ivoirien Alassane Ouattara déclare que plus aucun Ivoirien n'ira devant la Cour pénale internationale (CPI).
- Le président turc Recep Tayyip Erdogan en tournée en Afrique de l'Ouest.

Mars

- Selon le magazine Forbes, le Nigérian Aliko Dangote demeure le plus riche des Africains (15,4 milliards USD).
- Le président angolais José Eduard dos Santos annonce sa retraite en 2018, après près de 40 ans au pouvoir.
- L'Inde annonce des échanges commerciaux avec l'Afrique de 72 milliards (Mds) USD en 2015, plus du double de 2008 (30 Mds).

Avril

- L'ONU annonce que sa mission en Côte d'Ivoire (4 000 hommes) prendra fin en juin 2017.
- Orange prend une participation de 75 M EUR dans Africa Internet Group (AIG), l'un des leaders du e-commerce.
- Après l'expulsion par le Maroc de membres de l'ONU stationnés au Sahara Occidental en mars, les États-Unis présentent un avant-projet de résolution au Conseil de sécurité et l'Union Africaine (UA) critique le Maroc, déplorant « qu'aucun progrès n'ait été accompli » sur l'organisation d'un référendum d'autodétermination, un point d'achoppement pour la réintégration du Maroc dans l'UA.

Mai

- En RD Congo, un arrêt de la Cour constitutionnelle autorise le président Joseph Kabila, au pouvoir depuis 2001, à rester en fonction au-delà du terme de son mandat, fin 2016, si l'élection présidentielle censée avoir lieu cette année est reportée.
- L'Afrique demeure l'une des dernières destinations offrant les meilleures opportunités d'investissement et d'affaires, selon un rapport de PwC Afrique.
- Décès du secrétaire général du front Polisario et président de la République arabe sahraouie démocratique, Mohamed Abdelaziz.

Juin

- L'Union européenne (UE) et six pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) – Afrique du Sud, Botswana, Lesotho, Mozambique, Namibie, Swaziland – signent un Accord de partenariat économique (APE), le premier de ce type entre l'UE et une région d'Afrique.
- Le Nigeria laisse flotter sa monnaie, le naira.

Juillet

- Le président François Hollande confirme la fin de l'intervention militaire Sangaris en République centrafricaine pour octobre.
- Le roi du Maroc demande officiellement la réintégration de son pays dans l'UA.
- La Chine signe 40 accords d'un montant total de 18 Mds USD pour l'industrialisation de l'Afrique.

Alliance

L'Agence française de développement (AFD) et la Caisse des dépôts (CDC) décident de la création d'un fonds commun de 500 M EUR pour financer des infrastructures en Afrique. Le 6 décembre, les deux institutions signent à Paris leur rapprochement à l'occasion du 75^e anniversaire de l'AFD, dont la cérémonie se tient très symboliquement au Musée du quai Branly-Jacques Chirac.



Août

- Le Cameroun signe l'entrée en vigueur de l'APE avec l'UE avec démantèlement immédiat des tarifs douaniers.
- L'Afrique du Sud reprend au Nigeria son rang de première économie africaine, concédé durant deux ans.
- La 6^e Conférence internationale de Tokyo (Ticad) sur le développement africain se tient pour la première fois en Afrique, à Nairobi, rassemblant 10 000 délégués ; 73 protocoles sont signés avec 22 entreprises.

Septembre

- La Chine et la Banque mondiale (BM) annoncent le lancement de la China Overseas Infrastructure Development and Investment Corp. (COIDIC) pour l'Afrique, mais en octobre, la BM s'en retire.
- L'UE annonce un nouveau plan consacré au secteur privé africain pour développer les infrastructures et financer les PME afin de réduire les flux migratoires (projet de 44 Mds EUR).

Octobre

- L'UA adopte une charte sur la sécurité maritime.
- Après 7 ans de négociation, les 197 signataires du Protocole de Montréal, réunis à Kigali pour le 28^e Sommet des parties, approuvent un accord de réduction des gaz hydrofluorocarbures (HFC).
- Le Burundi, la Gambie et l'Afrique du Sud annoncent leur retrait de la CPI.
- Inauguration du premier train électrique d'Afrique, reliant l'Éthiopie et Djibouti, fourni par la Chine.

Novembre

- Le FMI réduit de moitié sa prévision de croissance de l'Afrique sub-saharienne pour 2016, à 1,4 % (3 % initialement), un choc après une croissance moyenne de 5 % par an ces dix dernières années.
- Selon Afrobaromètre (54 000 personnes interrogées dans 36 pays), les Africains classent les États-Unis et la Chine en première et deuxième positions comme modèles de développement.
- Ouverture de la Conférence sur le climat, COP22, à Marrakech.

Décembre

- Le Maroc et le Nigeria signent un accord pour un raccordement gazier, allant jusqu'à l'Europe.
- Sommet de la Francophonie à Madagascar.

BLUEBIZ

DES ÉCONOMIES
SUR LE BUDGET
VOYAGES DE
VOTRE ENTREPRISE

Gagnez des Blue Credits
à chaque voyage de vos
collaborateurs.

1 Blue Credit cumulé = 1 €

À convertir en billets d'avion,
en Carte d'Abonnement ou
en options payantes.

Adhérez sur airfrance.fr ou
dans votre agence de voyages

BlueBiz est un programme des compagnies



Credit photo : Getty Images

L'investissement industriel en Afrique : retard et rattrapage

L'impact violent du retournement de l'économie chinoise et des cours des matières premières sur les économies africaines a remis au goût du jour le sujet de l'industrialisation du continent. Où en est-il ? Voici un décryptage de Thierry Apoteker, président de TAC ECONOMICS⁽¹⁾ à partir des tendances de l'investissement.

L'Afrique a enregistré au cours de la décennie 2000 des performances économiques très favorables, permettant le franchissement de seuils « critiques » en matière de développement (émergence d'une classe moyenne, diversification des économies, stabilisation politique...) et autorisant une vision beaucoup plus positive de l'avenir à moyen terme du continent.

Mais simultanément, ces performances ont été permises fondamentalement par la hausse forte des cours des matières premières pendant cette période, associée à de rapides progressions des volumes exportés du fait de l'émergence de la Chine comme principal acheteur mondial, et son corollaire, c'est-à-dire des investissements domestiques et étrangers concentrés sur les secteurs énergétiques et miniers.

Au final, le ralentissement désormais structurel de l'économie chinoise et le violent retournement des cours des matières premières depuis 2014 ont massivement affecté l'Afrique, avec un très net tassement de la croissance économique moyenne du continent (estimée à 2 % pour l'ensemble du continent africain dans les dernières prévisions du FMI), d'importantes dévaluations des monnaies, et le recours à des soutiens financiers multilatéraux dans plusieurs pays d'Afrique. Ces évolutions d'ensemble moins favorables masquent un accroissement des différences entre pays, avec 11 pays africains qui vont encore enregistrer des croissances supérieures à 5 % en 2016, des difficultés concentrées sur les exportateurs de pétrole, et des questions plus lourdes sur la capacité de l'Afrique du Sud à accélérer durablement son développement économique.

Cette chronique illustre à nouveau l'importance du développement industriel en dehors des activités de production de matières premières minérales ou agricoles destinées à l'exportation pour permettre

un développement soutenable à moyen et long terme. En d'autres termes, l'optimisme sur les perspectives africaines est en réalité très sensible aux perspectives de développement industriel dans chacun des pays africains.

Or, comme le montrent plusieurs contributions à ce rapport 2017 du CIAN, le degré d'industrialisation de l'Afrique est globalement faible en comparaison avec la plupart des pays en développement.

Cette faible industrialisation est très directement liée aux questions fondamentales de l'investissement comme moteur clé de la croissance, tant dans son niveau global que dans sa composition (infrastructures, investissements productifs – en distinguant ceux dans les secteurs hors matières premières –, logement...).

Malgré l'insuffisance de données et statistiques homogènes sur les dépenses d'investissement en Afrique, les éléments

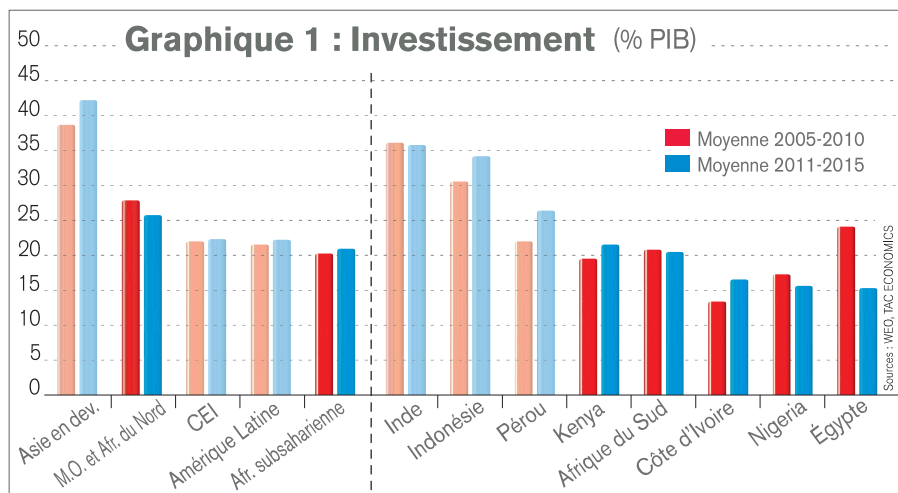
disponibles comme les recherches universitaires et les rapports des grandes organisations internationales permettent de mettre en lumière trois points clés :

- (1) le retard considérable constaté en Afrique en matière d'effort d'investissement,
- (2) les perspectives ouvertes par l'insertion croissante dans les chaînes de valeur (globales ou locales), et
- (3) la nécessité d'aborder la question de l'investissement industriel en Afrique avec de nouveaux concepts.

Un retard considérable, à la fois pour l'investissement total et sa composante industrielle

La première, et fondamentale, observation est la faiblesse chronique de l'effort global d'investissement en Afrique. Le graphique 1 illustre le ratio de l'investissement total réalisé rapporté au PIB (taux d'investissement en %), pour les principales régions

« L'optimisme sur les perspectives africaines est en réalité très sensible aux perspectives de développement industriel »



du monde en développement, et quelques pays en développement, au cours des deux dernières décennies.

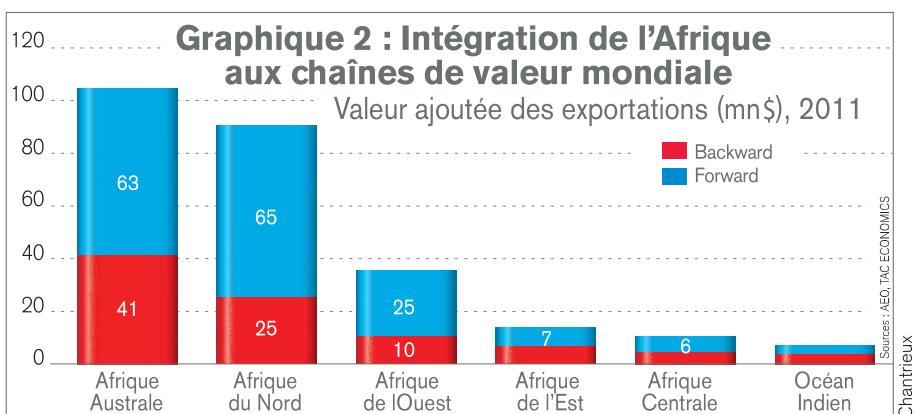
Ce ratio mesure le rythme auquel un pays ou une région accumule un stock de capital (équipements, infrastructures, etc.), c'est-à-dire les bases nécessaires pour accélérer son développement. L'observation des valeurs moyennes pour l'Afrique et la comparaison internationale montrent clairement cette insuffisance globale d'investissement en Afrique subsaharienne. Malgré le manque de données précises sur la nature de ces investissements, on peut examiner la part du secteur privé (entreprises, mais aussi ménages au travers de l'investissement logement) dans l'investissement total : dans la plupart des pays d'Afrique, cette proportion s'étale entre 60 % et 80 %, un chiffre plutôt favorable et qui suggère un potentiel d'accélération considérable.

Un autre élément suggérant une évolution récente plus favorable du point de vue de la composition de l'investissement vient des informations récentes et plus détaillées sur les investissements directs étrangers (IDE) entrants en Afrique : les données de 2015 montrent, de façon extrêmement intéressante, le poids dominant pris par les secteurs hors matières premières dans ces flux d'IDE vers l'Afrique : seulement 18 % des IDE totaux vers l'Afrique (à la fois acquisition d'entreprises et nouvelles installations « Greenfield ») se sont dirigés vers le secteur minier en 2015, contre 43 % pour le secteur manufacturier, et 31 % dans des projets liés à des infrastructures.

L'insertion dans les chaînes de valeur et les avantages en termes de coûts de production ouvrent une nouvelle perspective aux investissements industriels

Une des explications les plus solides à la faiblesse de l'investissement jusqu'à aujourd'hui, mais aussi aux éléments de dynamique récente plus favorable, tient à la faible insertion de l'Afrique dans les chaînes globales de valeur, ces processus internationaux impliquant des flux internationaux multiples organisés dans le cadre des opérations des grandes entreprises internationales.

À l'opposé de l'Asie, où l'insertion réussit dans ces chaînes de valeur (en parti-



culier électronique et automobile) a été déterminante dans leur développement, l'Afrique n'est entrée que récemment dans ces schémas multinationaux d'échanges et de production. Les chiffres les plus récents disponibles suggèrent que cette insertion s'accélère, notamment dans sa composante « backward », c'est-à-dire l'utilisation croissante d'intrants importés dans les processus de production manufacturière en Afrique visant les marchés internationaux⁽²⁾. Ceci est néanmoins surtout vrai pour l'Afrique Australe, à un moindre degré pour l'Afrique du Nord, mais encore très faible dans les autres parties de l'Afrique (graphique 2).

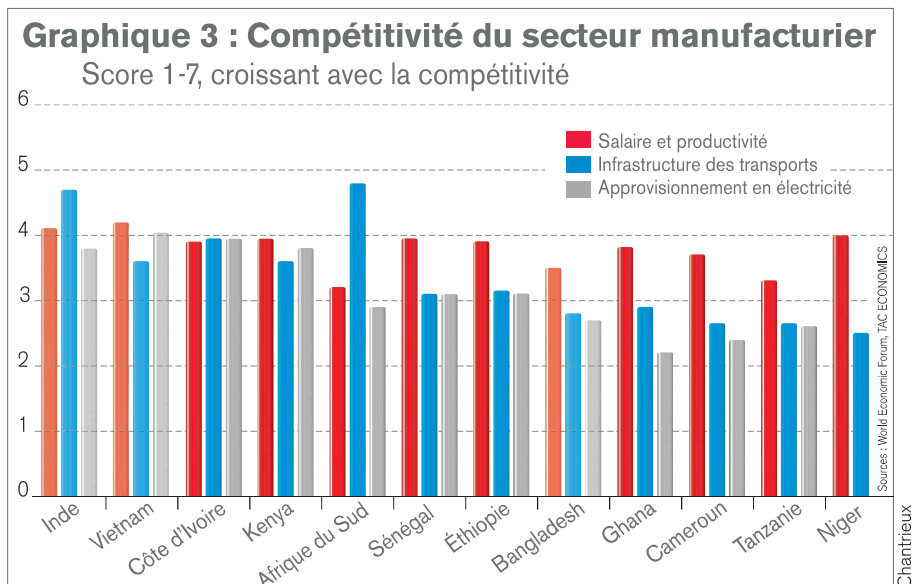
La période qui s'ouvre est à la fois plus propice et plus compliquée pour que l'Afrique réussisse à son tour cette insertion : plus propice car les coûts unitaires de production sont en forte hausse dans les pays asiatiques précurseurs en la matière, avec donc la perspective d'un nouveau mouvement de délocalisation, potentiellement vers l'Afrique, pour les

secteurs à contenu technologique et intensité en capital encore modestes. Mais plus complexe également, car la structure du commerce international se transforme à son tour, avec un mouvement incontestable de moindre ouverture au commerce et de « relocalisation » industrielle dans plusieurs pays développés, ou dans les zones à faibles coûts qui leur sont plus proches en termes de transport.

À cela s'ajoute évidemment la concurrence entre pays, avec notamment des acteurs asiatiques « nouveaux » (Inde, Vietnam, Bangladesh...) qui offrent une attractivité comparable ou supérieure à celles des pays africains, notamment sur les aspects en dehors du coût du travail, et en particulier les infrastructures (graphique 3).

Aborder l'investissement en Afrique avec une logique nouvelle

En même temps que le retard en matière d'investissements industriels représente



bien un handicap pour le développement, il constitue paradoxalement un avantage en permettant de se développer aujourd'hui sur les bases des nouvelles formes de production, à la fois dans le monde et plus spécifiquement en Afrique. Les transformations des formes de production et d'échange sont notamment liées au ralentissement du rythme de croissance du commerce mondial, à la montée simultanée des services dans les échanges et les chaînes de valeur, aux innovations et les champs nouveaux de développement de services qu'elles permettent, et aux transformations énergétiques/climatiques.

Le graphique 4 montre, par exemple, la part considérable des « chaînes de valeur de services » dans les activités exportatrices manufacturières mondiales, qui avoisine 30 % de la valeur ajoutée totale de ces exportations. Sans développer ici, ceci indique l'intérêt particulier de réfléchir en termes de filières industrie – services pour la prochaine étape d'intégration de l'Afrique à ces chaînes de valeur globales. Il est également essentiel de prendre en compte les éléments d'intégration régionale au sein même de l'Afrique, qui favorisent d'ores et déjà le

En 2015, 43% des IDE se sont dirigés vers le secteur manufacturier

développement de chaînes de valeur régionales dès lors que la base industrielle est suffisamment développée. On rappellera de ce point de vue (1) que les formes institutionnelles d'intégration sont plus avancées en Afrique que dans la plupart des autres régions en développement, avec notamment les zones monétaires Franc CFA et les unions douanières ; (2) que ce sont les entreprises africaines qui sont motrices dans cette intégration économique régionale : a-t-on noté qu'en 2015, les IDE africains vers l'Afrique ont représenté 15 % de l'ensemble des opérations « Greenfield » sur le continent, deux fois plus que les investissements français totaux en Afrique cette même année !

Dans le cadre de ces nouvelles transformations des chaînes de valeur et d'intégration régionale, les analyses menées par TAC ECONOMICS mettent en lumière quelques « filières » essentielles, qui devraient faire l'objet d'une attention parti-

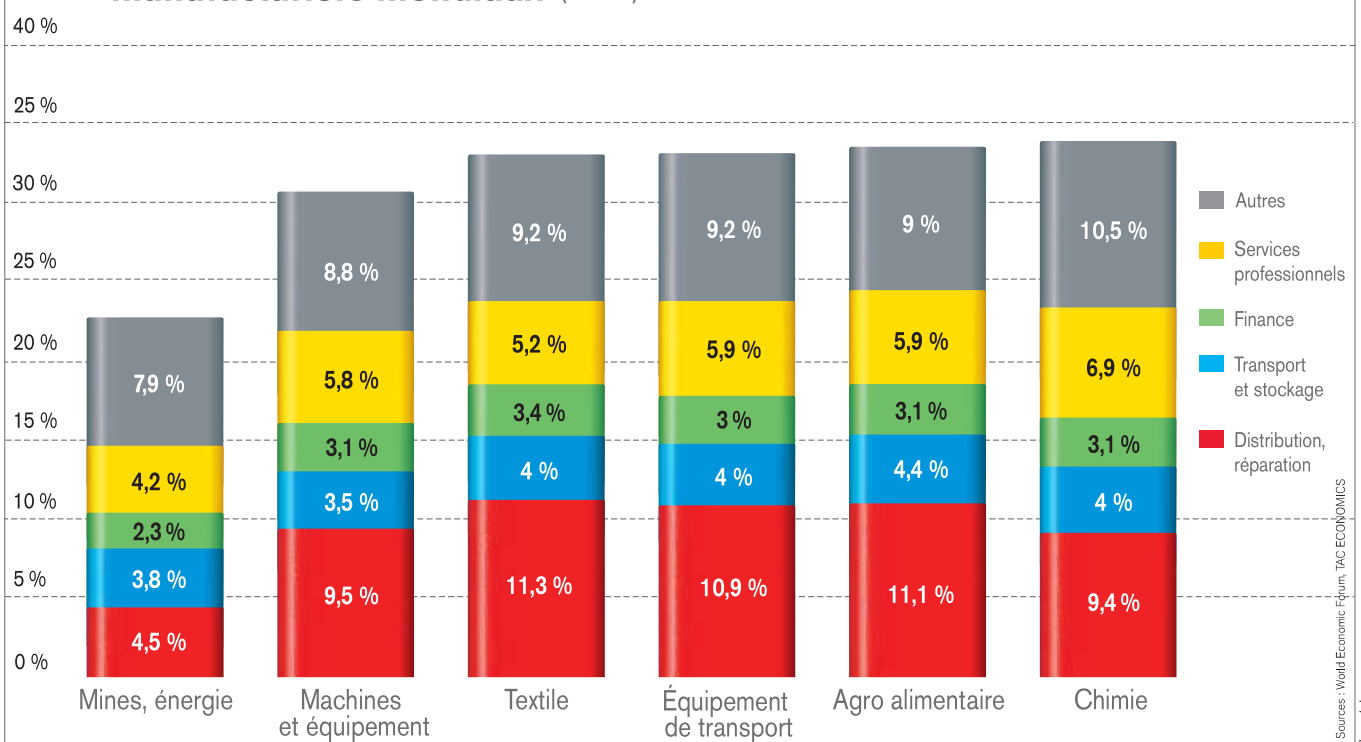
culière et de stratégies novatrices : ce sont notamment l'ensemble des activités liées (1) aux processus d'urbanisation, (2) aux conséquences de la production décentralisée d'énergie, (3) aux enjeux d'accès à l'eau et ses conséquences environnementales, (4) aux filières culture/média/communication, et enfin (5) à l'agro-industrie et aux questions d'alimentation.

*Thierry Apoteker, Président,
TAC ECONOMICS*

(1) TAC ECONOMICS est une société indépendante fournissant des conseils aux directions d'entreprises sur les questions économiques internationales et de risque pays – www.tac-economics.com

(2) L'intégration dans les chaînes globales de valeur distingue l'intégration « backward », c'est-à-dire l'utilisation d'intrants importés dans la production destinée à l'exportation, et l'intégration « forward », c'est-à-dire l'utilisation des exportations du pays dans une activité de transformation dans un autre pays, à des fins d'exportation vers une troisième destination.

Graphique 4 : Part des services dans la valeur ajoutée des échanges manufacturiers mondiaux (2009)





MONTPELLIER BUSINESS SCHOOL **DAKAR**
GROUPE SUP DE CO MONTPELLIER BUSINESS SCHOOL

ENSEMBLE, INNOVONS POUR L'AFRIQUE

Montpellier Business School (France) apporte sa contribution au développement durable de l'Afrique avec **MONTPELLIER BUSINESS SCHOOL DAKAR**

Rejoignez-nous !

- Des programmes de formation initiale (Bachelor, Master) de **RENOMMÉE MONDIALE**, dans les meilleurs classements nationaux et internationaux.
- Des Programmes de formation professionnelle continue et un Executive MBA **SUR MESURE** pour cadres et dirigeants.

Un seul objectif :

- Partager avec les acteurs économiques africains **UN PROJET DE DÉVELOPPEMENT D'EXCELLENCE ACADÉMIQUE INNOVANT** afin de favoriser l'éclosion de nouveaux talents qui aideront, ensuite, le développement durable des entreprises et de l'économie africaine.



Montpellier Business School Dakar
L'Athénée - Route du Méridien - Les Almadies - DAKAR
Tél : 33 868 31 17 / 77 862 22 90
Directrice : **Jacqueline SOMMOVIGO**
E-mail : j.sommovigo@montpellier-bs.com
www.montpellier-bs.com

MONTPELLIER BUSINESS SCHOOL
GROUPE SUP DE CO MONTPELLIER BUSINESS SCHOOL



Impacté par les prix

Les échanges commerciaux entre la France et Afrique se sont élevés à 51,6 milliards d'euros (Mds EUR) en 2015, en baisse de près de 4 % par rapport à 2014, selon les douanes françaises. Les importations françaises en provenance d'Afrique reculent de plus de 12 % à 27 Mds EUR tandis que les exportations françaises vers l'Afrique progressent de 4 % à 28,5 Mds EUR.

À l'importation, le recul est largement imputable à la baisse en valeur des produits pétroliers et de certains produits miniers. En conséquence, le Maroc ravit à l'Algérie et au Nigeria la place de premier fournisseur de la France à 4 Mds EUR, en hausse de 12,60 % et avec une montée en gamme des exportations marocaines (par exemple, les importations de matériels de transport progressent de 35 %). À noter que parmi les 20 premiers fournisseurs de la France sortent le Sénégal et les Seychelles au profit du Kenya et du Mozambique.

À l'exportation, l'Algérie, l'Égypte, le Maroc et la Tunisie figurent toujours dans le trio de tête. On observe une forte progression de l'Égypte (+ 34 %), à un niveau historique, avec comme principaux postes, les céréales, les produits pharmaceutiques et les moteurs et turbines. À noter que le Ghana fait son entrée dans le top 20 des clients de la France, en lieu et place de la Mauritanie avec un fort rebond des exportations françaises (+ 136 %) qui marque un retour à la normale après une chute de 36 % des exportations françaises en 2014.

Reprise des IDE

Après deux années de baisse, les investissements directs à l'étranger (IDE) de la France en Afrique ont rebondi en 2015 pour s'élever à 2 500 M EUR (source : Banque de France). La reprise est très nette dans les pays de la zone Franc, qui ont plus que doublé, à 1 725 M EUR, notamment en République du Congo (1239 M EURO) et au Gabon (340 M EUR). Dans la zone anglophone, les IDE français progressent au Nigeria (752 M EUR) et dans une moindre mesure au Ghana (128 M EUR). En Afrique du Nord, les pays privilégiés sont le Maroc (236 M EUR), la Tunisie (137 M EUR) et la Libye (88 M EUR) tandis que les IDE français reculent en Algérie (- 172 M EURO) et en Égypte (- 63 M EUR).

LES IMPORTATIONS FRANÇAISES EN PROVENANCE D'AFRIQUE LES 20 PREMIERS PAYS AFRICAINS FOURNISSEURS EN 2015 (EN EURO)

| | 2014 | 2015 | 2015/2014 (%) |
|----------------------|-----------------------|-----------------------|---------------|
| Afrique du Sud | 874 979 455 | 837 807 739 | -4,25 |
| Algérie | 4 390 373 458 | 3 894 418 494 | -11,30 |
| Angola | 1 565 768 570 | 1 451 819 244 | -7,28 |
| Congo | 201 241 335 | 88 262 120 | -56,14 |
| Côte-d'Ivoire | 630 232 993 | 771 628 215 | 22,44 |
| Cameroun | 230 769 923 | 293 943 320 | 27,38 |
| Égypte | 1 035 900 157 | 472 949 691 | -54,34 |
| Gabon | 125 154 706 | 172 950 145 | 38,19 |
| Ghana | 761 874 840 | 591 055 162 | -22,42 |
| Guinée équatoriale | 748 605 327 | 358 084 012 | -52,17 |
| Kenya | 74 447 579 | 93 585 694 | 25,71 |
| Libye | 1 859 842 360 | 848 767 012 | -54,36 |
| Maroc | 3 624 444 138 | 4 080 988 693 | 12,60 |
| Madagascar | 379 434 103 | 402 512 669 | 6,08 |
| Maurice | 390 766 474 | 269 795 423 | -30,96 |
| Mozambique | 105 110 472 | 93 962 122 | -10,61 |
| Namibie | 118 684 751 | 176 913 942 | 49,06 |
| Niger | 390 766 474 | 494 722 477 | 26,60 |
| Nigeria | 4 115 690 577 | 2 944 503 053 | -28,46 |
| Tunisie | 4 055 846 595 | 3 983 316 858 | -1,79 |
| Total Afrique | 26 293 242 908 | 23 063 038 383 | -12,29 |

Source : Douanes françaises

LES EXPORTATIONS FRANÇAISES EN DIRECTION DE L'AFRIQUE LES 20 PREMIERS PAYS AFRICAINS CLIENTS EN 2015 (EN EURO)

| | 2014 | 2015 | 2015/2014 (%) |
|----------------------|-----------------------|-----------------------|---------------|
| Afrique du Sud | 1 947 021 068 | 1 804 426 818 | -7,32 |
| Algérie | 6 157 296 481 | 6 213 886 900 | 0,92 |
| Angola | 769 590 189 | 607 060 467 | -21,12 |
| Burkina Faso | 269 376 019 | 259 076 480 | -3,82 |
| Bénin | 263 660 182 | 256 076 480 | -2,88 |
| Cameroun | 654 189 354 | 644 351 645 | -1,50 |
| Congo | 635 899 354 | 654 351 645 | 2,90 |
| Côte-d'Ivoire | 1 064 885 864 | 1 106 569 389 | 3,91 |
| Égypte | 1 577 483 552 | 2 111 212 777 | 33,83 |
| Gabon | 679 745 970 | 539 448 620 | -20,64 |
| Ghana | 198 134 044 | 468 699 139 | 136,56 |
| Libye | 261 069 928 | 689 063 072 | 163,94 |
| Madagascar | 293 700 316 | 326 669 139 | 11,23 |
| Mali | 348 534 635 | 335 521 596 | -3,73 |
| Maroc | 3 777 624 890 | 3 761 790 052 | -0,42 |
| Maurice | 332 833 309 | 343 960 695 | 3,34 |
| Nigeria | 1 516 055 730 | 1 296 816 857 | -14,46 |
| Sénégal | 729 079 853 | 766 536 804 | 5,14 |
| Togo | 730 020 533 | 570 726 247 | -21,82 |
| Tunisie | 3 354 315 852 | 3 590 736 332 | 7,05 |
| Total Afrique | 27 459 579 107 | 28 563 806 076 | 4,02 |

Source : douanes françaises